



Réseau Citoyen ASBL
info@recit.be
gsm 0471.73.09.87
N° entr. 742.794.326

Communiqué de presse

11 mai 2021

5G : la nouvelle utopie

Le rapport indépendant de Réseau Citoyen (RéCit) ASBL

5G

La nouvelle utopie



Le mythe sans limite

Après avoir constaté le déni des préoccupations des citoyens affiché par Proximus, la propagande de l'industrie des télécoms et de leur lobby autour de la 5G, la large mécompréhension du public et du monde politique quant à cette nouvelle technologie et la composition contestable du groupe d'experts mandaté par le gouvernement wallon pour l'évaluation préalable au déploiement de la 5G, l'ASBL Réseau Citoyen (RéCit) a décidé de produire son rapport indépendant « [5G : la nouvelle utopie](#) ».

Une [version synthétique](#) présente les grandes lignes du rapport et la vidéo de la conférence-débat « [Plongée dans l'univers de la 5G](#) » fait un tour d'horizon du sujet en quarante minutes.

Quand Proximus met la charrue avant les bœufs

Le 31 mars 2020, Proximus présentait [sa nouvelle stratégie d'entreprise à l'horizon 2022](#) à la presse. Guillaume Boutin, CEO de Proximus, y annonçait, entre autres, le lancement dès le 1er avril 2020 de la 5G dans plus de 30 communes à travers la Belgique.

L'annonce de Proximus a de loin devancé le droit d'utilisation dans la bande de 3400-3800 Mhz. En fait, l'IBPT venait de lancer [la consultation publique](#) et les droits d'utilisation provisoires ont été accordé le 14 juillet 2020 aux opérateurs Cegeka, Entropia, Orange, Proximus et Telenet. RéCit n'a d'ailleurs pas manqué de communiquer [ses conclusions à l'IBPT](#) et de demander l'arrêt de la procédure d'attribution des fréquences.

Que pensent les communes du déploiement de la 5G ?

Dès le 1er avril 2020, mises devant le fait accompli, plusieurs villes et communes ont réagi. Que ce soit dans la presse ou sur les sites communaux, dans des courriers adressés au CEO de Proximus, à l'IBPT ou aux politiques (Sophie Wilmès, Elio Di Rupo, Philippe De Backer, Céline Tellier) toutes ont déploré le manque de communication et de concertation. Certaines ne comprenaient ni la précipitation en cette période de crise, ni l'absence de débat. D'autres évoquaient les craintes d'une partie de la population au sujet du déploiement de cette technologie.

Curieux de connaître la position des autorités locales en Wallonie, le 20 avril 2020 RéCit s'est adressé [par écrit aux 262 bourgmestres](#). Peu ont répondu à la demande de connaître leur avis sur le déploiement de la 5G et les dispositions prises ou envisagées pour garantir un débat public contradictoire dans leur commune.

Dès le mois de juin 2020, RéCit s'est tourné vers les conseillers communaux indépendants, membres de mouvements citoyens ou, à défaut, vers des partis d'ouverture. Une excellente collaboration s'est développée au fil des mois et RéCit a pu constituer une archive des courriers adressés à Proximus, l'IBPT et aux politiques, et des motions proposées et approuvées par les élus locaux. RéCit a également appuyé des mouvements citoyens dans la rédaction de motions.

Qu'attend le gouvernement wallon du groupe d'experts chargés de l'évaluation de la 5G ?

Le 26 mai 2020, le gouvernement wallon décidait de mandater un [groupe d'experts](#) (le GE5G) pour l'évaluation préalable au déploiement de la 5G au sud du pays. Après analyse des profils des quatorze experts, il est intéressant de noter :

- la présence de Monsieur Olivier De Wasseige, administrateur délégué de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE), alors même que **les autorités communales n'étaient pas représentées** par l'Union des Villes et des Communes de Wallonie (UVCW). D'autant plus que trois semaines avant la décision du gouvernement wallon de mandater un groupe d'experts, [dans son avis du 5 mai 2020](#), l'UVCW demandait une expertise en la matière et exigeait un débat sociétal sur la question. Cette revendication -et les autres- avaient-elles de quoi inquiéter le gouvernement wallon ?
- **deux conflits d'intérêt** :
 - Madame Isabelle Lagroye est membre du [groupe d'experts scientifiques de la Commission internationale sur la radioprotection non ionisante](#) (ICNIRP) et [de la Société française de radioprotection](#) (SFRP - section rayonnements non ionisants). En outre, [ses recherches ont été financées par France Telecom, Alcatel et Bouygues Telecom](#).
 - Madame Anne Perrin a été présidente et vice-présidente de la section Rayonnements non ionisants [de la SPRF](#) et aujourd'hui elle en est membre. La SFRP partage les thèses de l'ICNIRP.

L'ICNIRP, une ONG peu fiable

Le lien de deux membres du GE5G avec l'ICNIRP inquiète à plusieurs égards.

Cette ONG scientifique, présentée comme indépendante, estime que les ondes ne sont dangereuses qu'à partir du moment où elles font augmenter la température du corps humain. En d'autres termes, elle ne reconnaît pas d'effets sanitaires non-thermiques qui pourtant représentent la principale préoccupation de l'exposition généralisée aux communications mobiles.

En outre, deux sources dénoncent le manque de fiabilité et d'impartialité de l'ICNIRP :

- Dans leur rapport « [ICNIRP : Conflits d'intérêts, Capture réglementaire et 5G](#) », les eurodéputés Michèle Rivasi et Klaus Buchner concluent, entre autres :
« *C'est comme si un "cercle fermé de scientifiques partageant les mêmes idées" avait transformé l'ICNIRP en un club scientifique complaisant, avec un manque d'expertise biomédical ainsi qu'un manque d'expertise scientifique dans les évaluations de risques spécifiques. Cela crée une situation pouvant facilement conduire à une "vision étriquée" du champ d'action de l'organisation.* »
- [Un rapport similaire](#) publié en 2015 par l'association espagnole AVAATE débute en ces termes :
« *There appears to be a conflict of interest between the World Health Organization and the International Commission on Non-Ionizing Radiation : The World Health Organization trusts a private entity with no independent experts to set EMF exposure guidelines for the purpose of protecting the health of the population.* »

RéCit ASBL décide de publier son rapport

Face à l'incertitude quant au déroulement serein des travaux du GE5G et en réponse à la demande d'élus locaux de disposer d'un éclairage indépendant sur la 5G, RéCit a pris la décision de produire son rapport indépendant.

A cette fin, RéCit s'est associé à l'ingénieur belge Miguel Coma. Bénévolement, celui-ci a lancé des collaborations avec un réseau d'experts nationaux et internationaux aboutissant au rapport « [5G : la nouvelle utopie](#) ». Les réels enjeux de la 5G, mais aussi ses nombreux mythes et l'utopie proposée par l'industrie des télécoms, y sont abordés point par point.

Le rapport de RéCit et les politiques

Le rapport circule dans la sphère politique. Il a été transmis aux membres des gouvernements et aux députés francophones. RéCit n'a cependant encore reçu que peu de réactions, mais Miguel Coma a été auditionné au cabinet du ministre bruxellois [Bernard Clerfayt](#) (DéFI) pour y dégager les idées maîtresses du rapport et discuter des alternatives de déploiement de la 5G.

Qui est Miguel Coma ?

L'expertise indépendante de Miguel Coma sur la 5G lui a déjà permis d'être utile notamment dans le lancement d'un travail de fin d'étude universitaire (UCLouvain), de l'action en [justice](#) du « collectif des 500 » contre les quatre opérateurs français, du rapport wallon du [GE5G](#), de la [commission](#) délibérative 5G à Bruxelles et de motions contre la 5G au niveau communal.

Miguel Coma a entrepris une collaboration à long terme avec l'auteure et conférencière américaine [Katie Singer](#), spécialisée dans les questions environnementales liées à la technologie. Il a publié une série d'articles dans le magazine [Wall St. International](#) et a également été sollicité lors de conférences au niveau intercommunal et international ([EBU](#), [DTG](#)). Il a récemment intégré le collectif belge [AlterNumeris](#) dont il est à présent membre actif.

Contacts :

- Alain Glibert, administrateur délégué
info@recit.be, gsm 0471.73.09.87
- Miguel Coma, auteur du rapport
miguel.coma@protonmail.com